

COMMUNIQUE DE L'USP du 29 novembre 2021

Lutte contre la Covid. Bilan d'étape en 4 points

Nous soignerons toutes et tous malgré le gouvernement.

L'USP reçoit des informations multiples de lieux de soins où les contrôles de passe vaccinal sont utilisés pour refouler des personnes en demande de soins ou accompagnant des personnes se faisant soigner, alors que d'autres lieux de soins se comportent de façon humaine et adaptée et soignent qui se présente.

C'est une obligation éthique que de soigner toute personne en demande de soins, aucune consigne bureaucratique ne saurait l'entraver.

Le passe vaccinal est utilisé dans de multiples pays dont la France et sa légitimité ne saurait être remise en cause de façon générale. Mais c'est l'anémie du débat politique qui se décline partout en ce pays, en ces temps où les authentiques fascistes voient poindre avec jubilation la possibilité de parvenir au pouvoir. Là où il faudrait un débat contradictoire à l'Assemblée nationale et dans toutes les régions et localités, nous avons les consignes d'un président orgueilleux qui décide dans le détail ce que doit être la lutte contre la Covid. Ce Macron qui a décrété le déremboursement des tests de dépistage pour les personnes non vaccinées, ce qui est une aberration quant à une politique de santé publique.

Nous sommes les adversaires de la répression menée.

Nous considérons bien sûr que la vaccination est le moyen mondial de lutte contre la pandémie dans l'attente de traitements efficaces. Aujourd'hui comme en juillet, nous affirmons qu'il serait absurde de considérer le consentement à la vaccination comme un référendum pour ou contre Macron. Ce sont les infectiologues et épidémiologistes qui nous informent à ce propos, ce savoir est évolutif comme tout savoir scientifique. Ce n'est pas un art divinatoire, le virus est plus transmissible que prévu depuis les personnes déjà vaccinées ; cela ne change pas le fait que la plupart des personnes hospitalisées en réanimation pour Covid n'ont pas été vaccinées.

Des soignants sont mis à pied sans salaire pour refus de vaccination ; c'est que collectivement, nous n'avons pas su les convaincre. Leur mutation temporaire dans des services qui ne sont pas des lieux de soin devrait être organisée, non pas ces mesures brutales.

Cette répression sert une politique d'attaques sans trêve contre le service public.

Cette brutalité du gouvernement se vit quotidiennement, de multiples façons. Les équipes de soignants sont épuisées et de plus démoralisées par le cynisme de ce pouvoir qui continue à planifier la diminution du nombre de lits hospitaliers. Nous ne reprendrons les exemples multiples de l'incurie de ce gouvernement, insistons juste sur ce fait : les inégalités territoriales, générationnelles et sociales face à ce virus sont prouvées. Et pourtant tous les plus de 85 ans ne sont toujours pas vaccinés contrairement aux pays voisins, et au-delà les populations pauvres restent parmi les moins vaccinées.

Notre combat pour la vaccination s'inscrit dans un combat mondial.

Nous faisons partie des signataires Pour la levée de la propriété intellectuelle sur les vaccins, tests et traitements anti Covid maintenant. « A travers le monde, 10000 personnes meurent chaque jour du Covid. Alors que les pays riches, solvables, ont accès aux traitements, vaccins et diagnostics anti Covid, la majorité la population mondiale, vivant dans des pays à faibles et moyens revenus, n'y a pas ou peu accès ».

L'USP soutient les rassemblements du 30 novembre tel celui à Paris à 18 heures place de la Bourse.

Pascal Boissel, vice-président et le Conseil national